

Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française, avait prévu d'être avec nous aujourd'hui. Malheureusement, il n'a pu faire le déplacement à Brazzaville, en raison de questions importantes à traiter au lendemain des élections européennes. En conséquence, il m'a demandé de vous lire ce message :

Message de M. Claude Bartolone,

« Monsieur le Président de l'Assemblée nationale de la République du Congo,

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo,

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Députés, chers collègues,

En décidant d'organiser une conférence sur les changements climatiques, l'Assemblée parlementaire de la francophonie a pris une initiative politique majeure qui doit préparer et aider au succès de la conférence de Paris en 2015. Je tiens à remercier le Président de la République du Congo d'en être l'hôte, ici, à Brazzaville, et à saluer fraternellement l'ensemble des parlementaires, notamment ceux de la région Afrique de l'APF.

Nous sommes placés devant un défi inédit : trouver une solution commune à un problème commun. Les déceptions issues des conférences de Cancun, de Copenhague et de Durban démontrent que les Etats demeurent prisonniers de leurs intérêts économiques, même lorsqu'il s'agit d'une question vitale pour l'humanité.

Un bref rappel : les études du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) révèlent chaque année les conséquences du réchauffement climatique, à savoir la répétition de catastrophes climatiques majeures, le bouleversement du régime des eaux avec la fonte des glaciers, l'étiage irrégulier des rivières, le changement de la pluviométrie. La terre est actuellement sur une

trajectoire qui peut conduire à une augmentation des températures moyennes de 5 degrés d'ici la fin du siècle si rien n'est fait.

L'Agence Internationale de l'Énergie tire elle-même le signal d'alarme : la trajectoire actuelle est d'après elle, insoutenable si des actions de grande ampleur sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas engagées d'ici 2017.

Je sais que vos travaux se fonderont sur le 5ème rapport d'évaluation du GIEC. C'est l'occasion pour moi de rendre hommage à ce groupe de chercheurs dont les travaux placent les décideurs politiques devant leurs responsabilités.

La politique est à la fois la poursuite des idéaux les plus nobles et la prise en compte de la réalité. D'un côté, nous avons une exigence qui, je le répète, est vitale ; de l'autre, nous avons des économies fondées sur des consommations d'énergies fossiles et renouvelables si différentes que tout accord sur le climat semble inaccessible pour la plupart des Etats. Mais nous connaissons également le coût de l'inaction : en 2006, le vice-président de la Banque mondiale, Nicholas Stern, avait évalué dans un célèbre rapport à 1% du PIB mondial le montant des investissements pour faire face au réchauffement, ajoutant que le risque de récession était de 20% du PIB mondial si nous n'agissions pas. En 2008, il a indiqué qu'il avait sous-estimé les conséquences du changement climatique et qu'il fallait intensifier les investissements dans les technologies vertes.

Messieurs les Présidents, mes chers collègues, le constat est simple, l'exigence est radicale. Nous avons l'obligation d'agir. Il en est encore temps puisque les experts estiment qu'on peut encore limiter la hausse des températures terrestres à 2 degrés. Mais le travail à accomplir est considérable : il est fondamental, pour aboutir en 2015, que tous les acteurs soient impliqués et puissent discuter des politiques à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif. C'est là tout le sens de la conférence de Brazzaville. Débattre, éclairer, mais surtout persuader les décideurs politiques, économiques et sociaux et au-delà, nos concitoyens que nous devons modifier nos usages de l'énergie et sans doute nos modes de vie.

L'Assemblée parlementaire de la francophonie qui réunit pays riches et pays pauvres unis par une langue commune, est un cadre particulièrement approprié pour tenter de dépasser le principal clivage de la négociation climatique : Les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique

latine rappellent à leurs homologues occidentaux qu'ils ont besoin d'accéder à une énergie abondante et à bas coût pour poursuivre leur développement économique et humain, conformément aux Objectifs du millénaire portés par les Nations Unies. Ils ne souhaitent pas supporter seuls les investissements exigés pour accomplir une transition énergétique devenue l'un des principaux enjeux du débat politique européen.

L'Europe a conscience qu'elle porte une responsabilité dans la situation actuelle. Elle a construit son économie sur la consommation d'énergies fossiles depuis le XVIIIème siècle. Rappelons que tous les Etats développés en ont fait de même ainsi que, ces dernières années, la Chine. Les Etats-Unis et la Chine sont aujourd'hui les principaux émetteurs de gaz à effet de serre de la planète ; ils en sont conscients mais les solutions qu'ils proposent sont largement différentes de celles préconisées par les Européens.

L'opposition est bien connue. L'Union européenne a adopté une approche juridique obligeant ses Etats membres à réduire progressivement leurs émissions de carbone et à intensifier la part des énergies renouvelables dans leur bouquet énergétique. Les Etats-Unis refusent toute contrainte juridique, préférant la recherche de solutions technologiques. La Chine, pourtant la plus frappée par les pics de pollution les plus élevés de la planète, rejette tout engagement multilatéral qui limiterait ses marges de manœuvre. Enfin de nombreux pays d'Afrique et d'Asie ont suivi l'Inde et le Brésil dans leur souhait de voir les nations industrialisées contribuer à plus forte proportion aux investissements dont ils ont besoin pour aborder la longue phase de la transition énergétique.

Tout l'enjeu de la conférence de Lima, en 2014, et de celle de Paris, en 2015, sera de sortir de ces clivages qui ne mènent qu'à un immobilisme dangereux.

La lutte contre les changements climatiques porte plusieurs enjeux : elle doit prendre en compte parallèlement le développement économique et la lutte contre la pauvreté dans de nombreux pays. La négociation climatique ne peut réussir que si elle est l'occasion d'un nouvel équilibre Nord-Sud, d'un nouveau partage des richesses au vu des responsabilités des uns et des autres dans la modification du climat et l'accès aux ressources naturelles.

En acceptant d'être l'hôte de la conférence climatique de 2015, la France, à l'initiative du Président François Hollande, porte l'ambition de dénouer les conflits autour du climat, de concilier ce qui semble inconciliable, de transformer une prise de conscience mondiale en solidarité internationale et plus encore, de dégager de nouveaux principes d'action politique : la sobriété énergétique, le recours le plus large possible aux énergies renouvelables et ses conséquences dans nos sociétés.

Elus par les peuples, les parlementaires doivent pleinement jouer leur rôle dans ce débat. Nos populations ont des avis, des souhaits et des espoirs précis. Il existe peu de sujets qui aient autant de conséquences sur leur vie quotidienne. L'énergie est au cœur de nos vies. Nous avons longtemps cru à l'idée d'un progrès infini bâti sur une consommation sans limite des ressources naturelles. Les catastrophes naturelles nous rappellent que nous avons l'obligation de vivre dans un minimum d'harmonie avec la nature, et que cette dernière ne peut donner automatiquement ce que nous lui demandons.

Un proverbe congolais - je le cite « kudia lukasa, kupia mukana » - donne en langue française « qui mange vite, se brûle la langue ». Pour avoir voulu trop manger et trop vite, nous avons bouleversé la nature. Les changements climatiques ne sont rien d'autre qu'un avertissement.

Le programme de votre conférence, à Brazzaville, est riche, et c'est tout à l'honneur de l'APF que d'aborder ces questions si importantes. La francophonie n'a de sens que si la solidarité que nous fondons sur notre communauté linguistique débouche sur des solutions à nos problèmes politiques. Vos travaux sur le climat nous en donnent l'occasion : dépasser nos égoïsmes, puiser plus sobrement dans nos richesses naturelles, changer graduellement le fonctionnement de nos sociétés vers plus de partage, donc plus de fraternité... Cette conférence, j'en suis persuadé, sera un jalon dans la prise de conscience du danger des changements climatiques et l'élaboration des politiques indispensables pour y faire face.

C'est avec cet espoir que j'adresse au nom de l'Assemblée nationale mes amitiés et la marque de mon plus profond respect à la République du Congo, le pays hôte de cette conférence ».

A l'issue de vos discussions, j'espère que vous parviendrez à un consensus sur le projet de déclaration finale. Celle-ci devra être concise



et précise, afin d'envoyer un message clair des parlementaires francophones aux négociateurs des gouvernements et de nous donner des éléments sur lesquels nous appuyer pour agir dans nos parlements respectifs.

Servir d'exemple et de catalyseur : voilà notre ambition.

Je vous souhaite donc des débats fructueux.

Je vous remercie de votre attention. »